

Ce que les électeurs doivent savoir

• Bilan de la campagne électorale à Béjaïa/Peut mieux faire...

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4163 - Mercredi 3 mai 2017 - Prix : 10 DA

Après la libération du petit Salim Mahdad

La DGSN appelle au renforcement du «comportement citoyen»

Page 24

Avec 40 morts et près de 1 400 blessés en une semaine

Le fléau de la mortalité routière continue

Page 3

La montée des périls en France

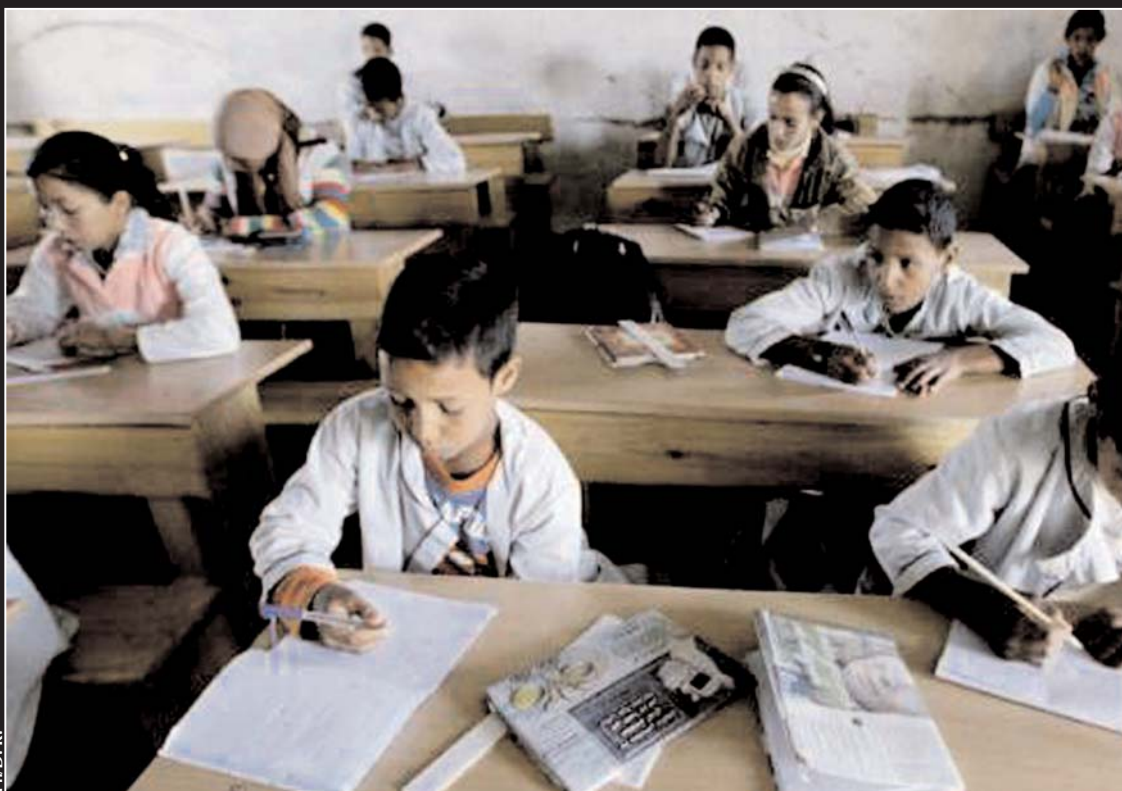
Par Mohamed Habili

A moins maintenant d'une semaine du deuxième tour de la présidentielle française, prévu pour le 7 mai, rien n'indique que la représentante de l'extrême droite soit en train de remonter la pente l'amenant au niveau de son concurrent du centre Emmanuel Macron, encore que l'écart entre les deux se soit légèrement réduit en sa faveur, à en croire du moins un dernier sondage. Il dépend sans doute de leur face-à-face de ce soir que cet écart s'élargisse ou au contraire se rétrécisse de façon significative. Pour autant, tant que le scrutin n'a pas eu lieu, tout reste possible, même si pour l'heure la victoire de Macron est, et de loin, la plus probable. Même dans ce cas la défaite de Le Pen ne serait cependant pas complète, si tant est qu'elle réalise un score de l'ordre de celui dont elle a été créditée dès la fin du premier tour, et qui comme on sait équivaut à 40%. A cette hauteur en effet, cela voudrait dire que la montée en puissance de l'extrême droite non seulement n'est pas enrayée, mais qu'elle va pouvoir se poursuivre, vraisemblablement avec un rythme accru. L'élection de Le Pen ne serait alors qu'une question de temps, toutes choses égales par ailleurs. Ce qui n'a pas pu être réalisé lors de cette présidentielle, risque de l'être dès la suivante, d'autant plus sûrement s'il n'y a pas rupture en matière de politique économique. Or à cet égard l'élection de Macron est plutôt un gage de continuité.

Suite en page 3

L'évaluation pédagogique sera révisée

Le rendement scolaire au centre des préoccupations



R.D.R.

En vue d'améliorer le rendement scolaire des élèves, le ministère de l'Education ouvre un nouveau front dans sa stratégie. Lire page 3

Selon Ali Haddad, président du FCE

«Le marché africain est une occasion importante que les entreprises doivent saisir»

Page 5

Spectacles de musique et de danse éthiopiennes

Le public bouiri émerveillé par la troupe Land of origins

Page 13

Le renouvellement de l'APN c'est demain

Ce que les électeurs doivent savoir

■ Plus de 23 millions d'Algériens et Algériennes sont attendus demain aux urnes pour élire leurs représentants à l'Assemblée populaire nationale (APN) pour les cinq prochaines années. Il s'agit là d'un scrutin particulier au vu de la conjoncture économique actuelle mais aussi puisqu'il est le premier vote à se dérouler sous les garanties de la nouvelle Constitution de 2016 ainsi que celle de la nouvelle loi électorale également promulguée en 2016.

Par Linda Naili

Ainsi, le corps électoral convoqué pour ce scrutin du 04 mai 2017 afin d'élire les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour un mandat de cinq ans, au scrutin de liste proportionnel, concerne exactement, selon les chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur 23 251 503 d'Algériens en âge de voter, dont 12 597 077 hommes (54,18%), et 10 654 426 femmes (45,82%). Des données obtenues après une vaste opération d'assainissement du fichier électoral national. En outre, 52 partis, formations politiques et indépendantes avec 938 listes dont 716 appartenant à 63 partis, 125 issues des trois alliances et 97 des indépendants sont en lice pour le renouvellement de la composante actuelle de l'APN



qui elle a été élue en 2012. Ainsi, 462 de sièges sont à pourvoir, dont 8 au niveau des quatre zones géographiques à l'étranger pour la communauté algérienne émigrée, qui elle faut-il le rappeler le vote a commencé samedi dernier au même titre que les électeurs dans les zones éparpillées à travers les bureaux de vote itinérants, conformément aux dispositions de la loi relative au régime électoral.

Pour le déroulement de l'opération de vote, l'administration a départi 52 circonscriptions dont 4 à l'étranger à travers lesquelles sont installés 12 176 centres de vote dont 61 à l'étranger. Des centres de vote qui comptent 53 124 bureaux de vote, dont 390 destinés à la communauté nationale établie à l'étranger. Par types de bureaux de vote, 52 958 sont fixes et 166 sont itinérants. De plus, quelque 500 000 agents encadrant plus de 65 000 centres et bureaux de vote, répartis à travers les 48 wilayas du pays et les 4 zones géographiques à l'étranger, sont mobilisés pour assurer le bon déroulement de ce rendez-vous électoral qui verra l'élection de 462 députés, dont 8 représentant la communauté nationale établie à l'étranger. Par ailleurs pour veiller à la transparence et à la probité des élections, depuis la convocation du corps électoral jusqu'à la proclamation des résultats provisoires du scrutin, la Haute instance indépendante

de surveillance des élections (HIISE), composée de 410 membres (magistrats et compétences indépendantes issues de la société civile), dispose de larges attributions dont celle de demander au parquet la réquisition de la force publique ou de le saisir de faits constatés susceptibles de revêtir un caractère pénal. De plus, la nouvelle loi relative au régime électoral permet, notamment aux représentants des candidats d'exercer leur droit de contrôle des opérations de vote à toutes les étapes et d'enregistrer leurs contestations et recours dans les procès-verbaux de dépouillement des bulletins de vote. En outre, la

même loi, qui prévoit plusieurs sanctions pénales dissuasives à l'égard des auteurs d'infractions dont l'emprisonnement et des amendes, garantit aussi la remise des copies, certifiées conformes à l'original, de ces procès-verbaux, qui feront foi devant les instances officielles. Pour sa part, l'ARAV (l'Autorité de Régulation de l'Audiovisuel) a instruit les chaînes de télévision et de radio tant publiques que privées, quant à l'interdiction de couverture de la campagne électorale des législatives du 4 mai «sous quelque forme que ce soit» au-delà de sa période légale, qui a pris fin dimanche à minuit. Elle avait invité, à cet

effet, tous les responsables des médias audiovisuels à «bannir», durant cette période de silence, «toute forme de propagande ou de couverture politique, toute diffusion d'émission directe, toute opération de sondage et toute publication de résultat avant la fermeture du dernier bureau de vote».

Enfin, ce scrutin du 4 mai sera notamment suivi par plus de 300 observateurs de la Ligue arabe, de l'Union africaine (UA), de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), de l'Union européenne (UE) et des Nations unies.

Pour rappel, en prévision de ces législatives, dans un message adressé à la nation le 29 avril, le président de la République, appelant l'ensemble des agents publics concernés par cette opération à faire preuve de «la plus grande impartialité» et à veiller au «strict respect» des dispositions pertinentes de la loi, a assuré de l'engagement de l'Etat quant au «respect» du choix à «libre» des citoyens «en concordance avec leurs convictions politiques». Et au chef de l'Etat d'appeler les électeurs à participer massivement aux élections législatives et «contribuer ainsi à la stabilité du pays et la progression de la démocratie».

S'agissant de l'importance de la prochaine APN, les futurs locataires de l'hémicycle de Zighout-Youcef auront à poursuivre la mise en œuvre de dispositions découlant de la révision constitutionnelle, notamment un contrôle plus étroit de l'action gouvernementale, la mise en place d'un rôle accru pour l'opposition parlementaire, l'adoption de plusieurs lois en matière de droits politiques et sociaux et la modernisation du service public et de la gouvernance. Elle aura pour mission aussi de légiférer pour la finalisation de diverses réformes destinées à promouvoir une économie davantage diversifiée, de sorte à réduire la dépendance du pays au marché mondial des hydrocarbures.

L.N.

«Transgression» de la période de silence électorale «Echourouk News» rappelée à l'ordre par l'ARAV

L'Autorité de Régulation de l'Audiovisuel (ARAV) a pris contact avec le président du groupe «Echourouk» pour lui faire part de la «gravité» de l'infraction commise par la chaîne «Echourouk News» en diffusant lundi dans son journal télévisé de 19h00 en version française, un entretien avec un candidat aux élections législatives, en dépit de la période de silence imposé par la loi durant les trois jours précédant le vote, indique mardi un communiqué de l'ARAV. «La chaîne Echourouk News a diffusé lundi 1^{er} mai 2017 dans son journal télévisé de 19h00 en version française, un entretien avec un candidat aux élections législatives, en dépit de la période de silence imposé par la loi durant les trois jours précédant le vote», note la même source, précisant qu'«aussitôt, le président de l'ARAV a pris contact avec le président du groupe «Echourouk» pour lui faire part de la gravité de cette infraction». La direction de la chaîne «a reconnu sa faute et s'est engagée à réagir immédiatement. Elle a présenté ses excuses à l'ouverture de son journal télévisé principal de 20h30 et y a annoncé des mesures qu'elle prendra par la suite», ajoute le communiqué.

Bilan de la campagne électorale à Béjaïa

Peut mieux faire...

La campagne électorale a pris fin dimanche à minuit. Les candidats se sont déployés sur le terrain beaucoup plus dans les rencontres de proximité que les meetings comme autrefois pour tenter de mobiliser les citoyens. Mais, force est de constater que la mobilisation n'était pas au rendez-vous comme avant. Peu de gens assistaient aux rencontres et meetings des candidats. Le bilan est ainsi mitigé. Pour preuve, seuls quelques meetings qui ont été animés par des personnalités politiques nationales ont drainé beaucoup de monde et ont fait salle comble. On peut d'ailleurs les compter sur les doigts d'une seule main. Sur le

plan des sujets abordés ou des programmes, la politique l'a emporté au détriment des sujets qui touchent les citoyens directement comme la situation sociale et économique, les salaires, les difficultés auxquelles ils font face en matière d'emploi, la cherté de la vie de manière générale, la création de richesses, etc... D'ailleurs, la question de l'augmentation des salaires a été éludée par les partis majoritaires comme le FLN et le RND comme si cette question n'était plus posée. Même les partis de l'opposition ne se sont pas attardés sur la question. La santé aussi était absente des discours des candidats. Il faut savoir qu'une longue liste de médicaments

n'est pas remboursée par la sécurité sociale et celle-ci a été allongée cette année à quelques antibiotiques, notamment pour le cas des infections pulmonaires... qui atteint souvent les asthmatiques, etc... Les tarifs de référence aussi sont un véritable handicap pour les malades qui parfois doivent payer presque la totalité de leurs médicaments alors qu'ils disposent d'une carte Chifa. Un véritable paradoxe. La réalité est là. Cependant, les candidats ne sont pas assez informés et documentés. La désaffection des gens par rapport à la politique n'a pas été abordée sous son véritable angle et ses causes ne sont pas traitées et abordées.

L'agriculture aussi était un sujet que la plupart des candidats ont juste effleuré. Peu de propositions ont été faites pour développer ce secteur qui reste important. Et pourtant, les prix des produits agricoles ont atteint leur summum ces derniers mois et la régulation tant promise tarde à se faire ou elle n'a pas encore touché les produits agricoles. Aussi, il faut noter que cette campagne électorale nous a livré un peu le climat général et les changements qui sont intervenus dans les esprits des gens. Même les partis traditionnellement ancrés dans la région, notamment le RCD et le FFS ne drainent plus les grandes foules. Le cas du FFS est édifiant. Certes

ce parti n'est pas mort avec la disparition d'Aït Ahmed, comme l'a déclaré un député sortant du parti lors de cette campagne électorale mais, ce dernier doit se rendre à l'évidence que ce parti n'est plus la formation politique qui comme autrefois fédère les forces de gauche et draine les grandes foules. Les meetings du parti n'ont pas drainé les foules d'autrefois. Enfin, le citoyen attend avec impatience de voir les propositions faites lors de cette campagne électorale appliquées. Ou ce sera encore une nouvelle fois des déclarations de circonstance et si c'était le cas jusqu'à quand cela va durer ?

Hocine Cherfa

L'évaluation pédagogique sera révisée

Le rendement scolaire au centre des préoccupations

■ En vue d'améliorer le rendement scolaire des élèves, le ministère de l'Education ouvre un nouveau front dans sa stratégie.



Ph./D.R.

Par Meriem Benchaouia

À partir de la prochaine année scolaire, le département de Nouria Benghebrat s'apprête à introduire un nouveau modèle d'évaluation permanente des résultats accomplis par les élèves des cycles primaire et secondaire. En effet, la première responsable du secteur croit dur comme fer que beaucoup d'élèves possèdent des compétences énormes qui ne sont pas prises en compte par l'actuel système d'évaluation. Elle s'est engagée à déployer tous les efforts pour aller vers un système efficient qui prendra en charge toutes les compétences des élèves. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, Nedjadi Messegum a expliqué que ce nouveau système allait notamment mettre un terme aux annotations jusque-là utilisées telles celles de «bon», «moyen»

ou «mauvais» élève. Selon l'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, son introduction ne signifierait pas la fin du système de notation actuel. «Nous allons passer d'un contrôle basé uniquement sur la notation, à une évaluation pédagogique permanente des élèves scolarisés, un système social que nous devons préserver», a-t-il dit. De cette évaluation qui répondait dans la plupart des cas à une méthode basée auparavant sur un jugement succinct, l'enseignement primaire et moyen va adopter celle d'une appréciation renouvelée et suivie du niveau de maîtrise, par l'enfant, de ses études et des résultats obtenus progressivement tout le long de sa scolarisation. Il a précisé, dans ce sens, que cette méthode vise à mieux évaluer sa compréhension des sujets qu'il aura à traiter, mais aussi de mieux cerner son esprit d'analyse, de synthèse et de mémorisation.

«C'est pour mieux situer et prendre en charge les lacunes chez les élèves en difficulté que le ministère est actuellement en train de travailler sur le chantier de la ré-médiation pédagogique», a-t-il indiqué. Le même responsable a indiqué qu'en plus de former les enseignants à ce nouveau modèle pédagogique «unifié», il s'agit, a-t-il précisé, préalablement de clarifier à leur intention le plan annuel des apprentissages et de procéder à des évaluations annuelles concernant les devoirs confiés aux élèves. Pour sa part, la ministre de l'Education a précisé, dans son allocution, lors de la conférence nationale consacrée à la consultation sur l'évaluation pédagogique que les résultats de cette dernière ont fait ressortir la nécessité de revoir les méthodes d'évaluation actuelles appliquées pour les cycles primaire et moyen qui étaient basées sur la notation,

soulignant l'importance de l'évaluation continue suivant des critères et des indices précis et objectifs avec le recours aux méthodes d'évaluation des compétences. Selon la ministre, la majorité des enseignants ayant participé à cette consultation lancée en février dernier ont appelé «à la mise en œuvre du nouveau système d'évaluation dans l'intérêt de l'élève». Elle a affirmé que ce nouveau système s'appuie sur des critères internationaux et exige de l'expérience dans sa mise en œuvre. «Nous nous basons sur l'aspect quantitatif et qualitatif, mais le plus important est d'accepter le nouveau système», a-t-elle dit, rappelant que la formation des enseignants souffrait de quelques insuffisances et que la plupart d'entre eux ont demandé une meilleure explication des concepts et la fourniture des instruments nécessaires.

M. B.

Avec 40 morts et près de 1400 blessés en une semaine

Le fléau de la mortalité routière continue

Bien que les autorités aient pris de multiples mesures de sécurité pour freiner la mortalité routière, le phénomène cause toujours autant de dégâts. Avec des bilans souvent très lourds, des pertes matérielles colossales, faisant la une de nombreux médias, l'Algérie est devenue en l'espace de quelques années seulement, l'un des pays les plus dangereux en termes de sécurité routière. Un fléau qui, au vu des innombrables tentatives de l'estomper par l'Etat, s'est avéré incontrôlable. Celui-ci est carrément impuissant devant cette machine à tuer que sont devenues les routes algériennes. Une préoccupation d'ordre national à laquelle le mal n'avait point de remède jusqu'aujourd'hui. Rien que le bilan rendu public, hier, par les

services de la Protection civile, quarante personnes ont été tuées et 1 383 autres blessées dans des accidents de la circulation. Les mêmes survenus du 23 au 29 avril dans plusieurs wilayas du pays. Pour plus de précisions, la wilaya de Ain Defla déplore le bilan le plus lourd avec le décès de six personnes et 55 autres blessées, et ce, suite à 24 accidents de la route. Une autre tragédie qui laisse encore les services de sécurité perplexes face à l'ampleur de l'hécatombe routière. A compter les meilleurs des citoyens ayant perdu la vie au beau milieu des autoroutes, il est clair que la route nationale demeure toujours un péril pour les automobilistes. Ainsi, différentes campagnes de sensibilisation contre les accidents et dan-

gers de la route, plan national pour adopter de nouvelles stratégies, permis à points et ceintures de sécurité sur le siège arrière des voitures pour plus de rigueur vis-à-vis des conducteurs, rien de cela n'a pu venir à bout des accidents de la route. Pour ce faire, le gouvernement a même organisé avec des responsables et spécialistes du domaine, plusieurs rencontres-débats sur la prévention routière. Néanmoins, pas de résultats conséquents. Puisque il ne se passe pas un jour sans que l'on entende que des gens périssent sur les routes. Le plus souvent ce sont des jeunes de 19 à 23 ans. Une réalité accablante que quelques discours des officiels tentent de cacher en déclarant aux médias que le nombre d'accidents et de morts sur les

routes a baissé depuis quelque temps. Des propos que la triste réalité vient souvent contredire compte tenu de la gravité de la situation que l'Algérie vit en ce moment en matière d'insécurité routière. Certes, le dialogue est la concertation en vue de bien amorcer un plan d'attaque véritable mettant fin au carnage routier, reste toujours bénéfique, mais, encore faudra-t-il l'appliquer assez tôt. Sur ce point pas besoin de rappeler aux autorités concernées, société civile incluse, qu'il incombe à tous la responsabilité d'agir. Sans quoi en attendant de trouver de probantes résolutions à ce mal national, des vies humaines, se comptent par milliers, périssent chaque jour tant qu'on n'a pas vaincu ce macabre fléau.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

La montée des périls en France

suite de la page Une

Pour arrêter l'ascension de l'extrême droite en France, il faudrait commencer par mener une toute autre politique économique que celle qu'ont mise en œuvre les pouvoirs successifs de droite comme de gauche depuis la fin des années 1970. Encore que cela ne suffise pas, car on ne peut exclure que cette montée en puissance, équivalant à un procès de fascisation, ait déjà atteint le point de non retour. S'il y a une lame de fond fascisante et qu'elle s'avère irrépressible, alors il n'y a plus que l'entrée des masses populaires sur la scène qui soit de force à renverser la vapeur. La présidence Macron, dans l'hypothèse évidemment où elle se concrétise, risque d'être agitée, comportant bien plus de ruptures qu'on ne s'y attendrait sur la foi de la campagne qui s'achève. On voit d'ailleurs déjà Macron promettre dès à présent de renégocier certains des sacrosaints principes néolibéraux sur lesquels est fondée l'Union européenne. Simples propos de campagne pour complaire aux électeurs de Mélenchon ou réelle prise de conscience de la montée des périls ? Il est bien difficile de répondre à cette question sans plus attendre. Il faut espérer pour la France que Macron ne soit pas ce soldat tout dévoué à la cause de la finance globalisée sous les traits duquel Le Pen va ce soir s'ingénier à le présenter notamment aux plus indécis des électeurs, mais à qui il arrive souvent de faire la décision. Autrement la présidence Macron ne serait qu'un sursis accordé à la France, précédant l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Elle n'a d'ailleurs été possible qu'à la suite de l'effondrement du paysage politique français tel qu'il s'est dessiné depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les partis de gouvernement ne lui ont apporté leur soutien que parce qu'eux-mêmes ont été pour la première fois jetés à terre. Le champ politique français est en ruines, à l'exclusion de la composante d'extrême droite. C'est donc un pays politiquement en crise que Macron présiderait s'il était élu. Car s'il ne l'était pas, c'est cette même crise politique qui éclaterait avec toute sa force dès l'annonce de sa défaite, l'élection de sa rivale étant quelque chose d'incompatible avec les fondamentaux de la France issue de la Deuxième Guerre mondiale.

Commémoration

Sellal s'incline à la mémoire des chouhada de l'attentat du 2 mai 1962

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de commémoration du 55^e anniversaire des travailleurs algériens victimes de l'attentat perpétré le 2 mai 1962 par l'Organisation armée secrète (OAS).

Par Saïda Ch.

La cérémonie de commémoration s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed

Débrayage à la poste de Sidi-Aich et au lycée d'Amizour

Les travailleurs expriment leur soutien envers leurs collègues

LES POSTIERS de Sidi-Aich ont observé, hier, une journée de protestation pour exprimer leur soutien et solidarité envers leur collègue A. Farid, chef du bureau de poste du village Aberiou dans la municipalité de Timezrit. Ce dernier qui a dirigé le bureau de poste en question pendant près de trois ans en tant que directeur par intérim a été relevé de ses fonctions et remplacé par un autre cadre nommé à sa place.

Dénonçant cette décision injustifiée puisque le malheureux étaient bien appréciés par tout le monde pour sa gestion et son sens des responsabilités, les travailleurs ont exprimé leur colère par un débrayage. Ils ont réclamé hier la réhabilitation de leur collègue tout en dénonçant ces pratiques révolues. De leur côté, les corps communs et ouvriers professionnels du lycée Lala Fatma N'soumer d'Amizour, affiliés au Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels (Sncopen) ont observé hier un débrayage pour exprimer leur soutien et leur solidarité envers leur collègue, un agent d'entretien contraint par le directeur de l'établissement de débiter le service très tôt le matin, soit à 6h, sans tenir compte de son lieu de résidence situé à plusieurs dizaines de kilomètres de l'établissement, dans la commune de Kendira. Il lui est impossible d'arriver au travail à l'heure demandée faute de moyens de transport.

H. C.

El Ghazi, du secrétaire général de l'Union des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd, et du secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Saïd Abadou. Après le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative à l'entrée principale du port d'Alger, la Fatiha a été récitée à la mémoire des victimes de cet attentat criminel. « Cette commémoration douloureuse restera à jamais gravée dans la mémoire des générations montantes tant elle rappelle les lourds sacrifices consentis par les dockers du port d'Alger pour la liberté et l'indépendance et leur mobilisation sans faille au seul service de la patrie », a indiqué, dans une allocution, le directeur général de l'Entreprise du port d'Alger, Larbi Mohamed, appelant les travailleurs de l'entreprise à « faire montre de sens de responsabilité et de respect quant au devoir professionnel tout comme l'ont fait nos aïeux par le passé ». Le secrétaire général de l'UGTA a estimé, pour sa part, que la commémoration de cet attentat constituait « un rappel des hauts faits et actes héroïques des dockers », saluant



PH.D. R.

le message du président de la République à l'occasion de la Journée mondiale du travail dans lequel il souligne le rôle des travailleurs. En 1962, l'atten-

tant à la voiture piégée perpétré devant le centre de recrutement des travailleurs par les éléments de l'Organisation armée secrète française a fait 200 chahid parmi

les travailleurs et citoyens algériens et plus de 250 blessés.

Saïda Ch./APS

Opportunités d'affaires et d'investissements

Boutarfa et le ministre norvégien des AE s'entretiennent sur la coopération énergétique

Le ministre de l'Energie, L'Noureddine Boutarfa, a reçu, mardi à Alger, une délégation norvégienne conduite par le ministre des Affaires étrangères, Borge Brende. Lors de cet entretien, les deux parties ont abordé les opportunités d'affaires et d'investissements ainsi que les voies et moyens de partager les expériences entre les deux pays et de renforcer les relations bilatérales, notamment en matière énergétique, a indiqué un communiqué du ministère. M. Boutarfa a ainsi donné un aperçu général de la politique énergétique algérienne et des opportunités offertes dans l'amont pétrolier et gazier ainsi que dans le domaine de la pétro-

chimie et des industries de transformation. Dans ce sens, il a insisté sur la volonté de l'Algérie d'œuvrer davantage « pour mieux valoriser ses ressources en hydrocarbures et pour explorer et exploiter son patrimoine minier en hydrocarbures ». Le ministre a également mis en avant les projets de partenariat qui peuvent être conclus dans le domaine des énergies renouvelables en Algérie. A ce propos, il a invité les compagnies et investisseurs norvégiens à s'intéresser à l'appel à investisseurs pour le projet 4 050 MWC en solaire photovoltaïque qui sera réalisé en 3 lots de 1 350 MWC, qui est conditionné par la mise en œuvre d'un volet indus-

triel de fabrication locale dans la même filière. En outre, il a fait savoir au chef de la diplomatie norvégienne que ce projet serait suivi par un autre tout aussi important de près de 3 000 MW en énergie éolienne, en affirmant que la conjugaison de ces deux projets en Algérie représente « un véritable vecteur de développement socio-économique et une occasion sans précédent pour entrevoir des opportunités fructueuses d'affaires et d'investissements dans le continent africain sur le moyen et long terme ». Par ailleurs, les deux ministres ont abordé les projets de partenariat, en cours et à venir, entre Sonatrach et la compagnie pétro-

lière norvégienne Statoil, notamment dans le domaine de l'exploration, de la valorisation des puits pétroliers et de la prospection offshore. M. Brende s'est dit « très satisfait des relations étroites de coopération entretenues entre l'Algérie et la Norvège, en particulier dans le domaine énergétique », note le communiqué. La coopération entre Sonatrach et Statoil est « très importante », a soutenu le ministre norvégien qui s'est également réjoui « des belles perspectives d'affaires entre l'Algérie et la Norvège non seulement dans le domaine gazier mais aussi dans l'éolien, le solaire et l'offshore ».

Kamel L.

Oran

Le pescatourisme lancé le 20 mai

L'opération « Port bleu », prévue le 20 mai en cours, sera, cette année, marquée par le lancement d'une nouvelle activité de loisirs à Oran, le pescatourisme ou le tourisme de pêche, a-t-on appris auprès du directeur local de la pêche. Il s'agit d'une activité de loisirs qui conjugue tourisme et pêche, explique Mohamed Bengrina, ajoutant que le principe consiste à embarquer des touristes à bord de bateaux de pêche, pour leur faire découvrir les métiers de pêche et l'environnement marin. L'autorisation de cette nouvelle

activité a été décrétée à la fin de l'année 2016, et les premiers candidats, qui doivent répondre à certains critères, notamment la possession d'un navire d'une longueur supérieure ou égale à 6 mètres, ont commencé à se manifester, a indiqué la même source. A Oran, deux marins-pêcheurs veulent se lancer dans l'activité. Ils disposent d'un sardinier et d'un thonier, qui seront associés au lancement symbolique de cette activité le 20 mai, a ajouté Mohamed Bengrina, précisant que les dossiers pour se lancer dans ce nouveau créneau

doivent être déposés au niveau de la direction des transports. Le même responsable a appelé les professionnels de la pêche désirant avoir plus d'informations à se rapprocher de la Commission régionale des activités de transport et de plaisance maritimes d'Oran, ou des directions de la pêche, du tourisme ou celle du transport. Les zones de pêche dans la wilaya, précisément Oran, Arzew, Ain El Turk, et Marsa El Hadjadj, disposent de nombreux atouts pour attirer les visiteurs. Le pescatourisme peut offrir plus avantages : la décou-

verte d'un riche patrimoine culturel lié à la pêche et du poisson frais. La mise en place de ce genre d'activité de loisir permettra, en outre, aux marins-pêcheurs de diversifier leurs sources de revenu, notamment en période de repos, souligne encore M. Bengrina, ajoutant que l'offre touristique de la zone de pêche peut sensiblement évoluer et inclure tout un ensemble d'activités. Selon lui, le territoire peut ainsi rester attractif, même dans un marché touristique très concurrentiel.

Hani T.

Selon Ali Haddad, président du FCE

«Le marché africain est une occasion importante que les entreprises doivent saisir»

■ Le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad, a considéré à Batna, que «le marché africain est une occasion importante que les entreprises algériennes doivent saisir en œuvrant à mieux l'exploiter».



Par Salem K.

Accompagné du président de la chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI),

Laid Benamor, le président du FCE a ajouté, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques à la maison de la culture Mohamed Laid-Al Khalifa, que les patrons des entreprises

algériennes doivent savoir que ce marché de 1,2 milliard d'habitants atteindra 1,3 milliard en 2030 pour dépasser les 2 milliards à l'horizon 2050. Après avoir écouté longuement les pré-

occupations des opérateurs économiques locaux, M. Haddad a exhorté les chefs d'entreprises à «s'adapter avec les situations qu'ils rencontrent en diversifiant leurs activités et leur production». Il a, dans ce contexte, affirmé à l'intention de ces opérateurs que le FCE a les «potentialités qui permettent de vous aider à entrer dans un partenariat soit avec les entreprises affiliées au FCE, soit avec les autres entreprises nationales ou avec les entreprises étrangères», soutenant que cela se fait selon le principe du «gagnant-gagnant». A une question relative à l'insistance de l'Algérie à maintenir la règle du 51/49 régissant le partenariat étranger, M. Haddad a précisé que «cela est actuellement dans l'intérêt de l'entreprise algérienne, notamment les petites et moyennes entreprises, et ce, dans un souci de tirer profit de l'expérience du partenaire étranger».

Le président du FCE a, en outre, indiqué que cette ren-

contre s'inscrit dans le cadre d'un périple à travers plusieurs villes du pays à la rencontre des patrons des entreprises et aussi des adhérents au FCE pour écouter leurs préoccupations et connaître les problèmes auxquels ils font face en essayant de les solutionner dans la mesure du possible.

S. K./APS

Pétrole Les cours en légère baisse en Asie

LES COURS du pétrole étaient orientés à la baisse hier en Asie, l'annonce d'une hausse de la production libyenne ajoutant aux inquiétudes quant à une surabondance de l'offre. Vers 04h15 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en juin, reculait de 10 cents à 48,74 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en juin, céda à 51,46 dollars. La compagnie publique libyenne a annoncé que la production avait dépassé

760 000 b/j à la suite, notamment, du redémarrage du gisement d'al-Sharara, l'un des sites les plus touchés par la guerre civile qui frappe le pays. Il s'agit du plus haut niveau de production libyenne depuis décembre 2014. Lundi, le WTI avait déjà concédé 49 cents au New York Mercantile Exchange (Nymex) en raison d'inquiétudes quant au niveau de production américaine qui risque de saper les efforts

Sara B.

d'autres producteurs pour réduire l'offre et soutenir les prix. Etabli par le groupe Baker Hughes, le décompte hebdomadaire a encore fait état vendredi d'une hausse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis, à un moment où la production américaine ne cesse déjà d'accélérer. «Les prix du pétrole baissent en raison d'inquiétudes sur le fait que les baisses de production des grands pays producteurs ne suffisent pas à régler le problème de surabondance de l'offre, au moment où augmente la production américaine», a déclaré Dongyul Lim, de CMC Markets. L'Opec et d'autres pays, en premier lieu la Russie, s'imposent depuis janvier des plafonds de production dans le but affiché de réduire la surabondance mondiale et de relancer les cours.

R.E.

Pour faire face à la flambée des prix

Déstockage de plus 16 000 tonnes de pomme de terre

Un volume de plus de 16 000 tonnes de pomme de terre, stocké au titre du programme du stock de sécurité de Boumerdès, a été injecté progressivement (depuis début avril à ce jour) au niveau des marchés, en vue de fléchir la courbe ascendante des cours de ce tubercule, a-t-on appris de la directrice des Services agricoles de la wilaya. Outre les marchés de Boumerdès, ce volume de pomme de terre a été également destiné à ceux de Tizi-Ouzou, Alger, Blida et Bouira, qui sont quotidiennement approvisionnés en ce produit de large consommation, suivant la forte demande

exprimée en cette période, marquée par une flambée des cours de ce tubercule, a indiqué à l'APS M^{me} Belakbi Querdia. L'approvisionnement de ces marchés en cette pomme de terre stockée, mais aussi en pomme de terre saisonnière, dont la récolte sera entamée le mois courant, se poursuivra, selon M^{me} Belakbi, jusqu'à la stabilisation des prix, précisant que le stockage de la pomme de terre dans la wilaya est assuré par une trentaine de producteurs et opérateurs du domaine, disposant de chambres froides et d'aires de stockage. Elle a souligné le rôle de cette opération de

déstockage dans la couverture des besoins des citoyens et la préservation de leur pouvoir d'achat, outre sa contribution dans le fléchissement des cours de la pomme de terre, qui sont passés de 85 à 100 DA le kg, à une fourchette entre 45 et 60 DA le kg, au niveau des marchés de détail de Boudouaou et Bordj Menail, entre autres, contre 35 à 45 DA/kg, au niveau des marchés de gros, dont notamment celui de Khemis El Khechna. Selon la même responsable cette flambée des prix trouve une explication dans la réduction, cette année, de la production de la pomme de terre d'ar-

rière saison, le manque de main d'œuvre dans le circuit de chargement et commercialisation, outre les mauvaises conditions climatiques, conjuguées au facteur spéculation sévissant au niveau du marché. Le stockage de la pomme de terre est confié à des opérateurs spécialisés, dont l'Office national de l'aliment du bétail (ONAB d'Alger) et les entrepôts frigorifiques du Sahel (Corso de Boumerdès), habilités à signer des contrats, en la matière, avec les propriétaires locaux de chambres froides, a encore ajouté M^{me} Belakbi.

Algérie-Mauritanie

Rencontre de coordination des hommes d'affaires

Les hommes d'affaires algériens participant à l'exposition des produits algériens à Nouakchott ont tenu une réunion de coordination présidée par l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie Nouredine Khandoudi, pour soulever les préoccupations et obstacles qui entravent l'accès du produit algérien au marché mauritanien et unifier les vues afin de les examiner lors du Conseil d'affaires algéro-mauritanien prévu aujourd'hui. Le chef de la délégation des hommes d'affaires algériens participant à cet événement économique, premier du genre en Mauritanie, Youcef Ghazi a indiqué que la rencontre était fructueuse et positive et avait permis d'exposer les préoccupations des hommes d'affaires relatives

au marché mauritanien et aux obstacles pouvant impacter la promotion des exportations algériennes. Les intervenants se sont penchés principalement sur la réglementation en vigueur notamment en matière d'impôts et des services (banques et fret), soulignant l'importance d'ouvrir la route reliant les deux pays pour faciliter le transport des marchandises et promouvoir les échanges commerciaux ainsi que les garanties et avantages offerts aux hommes d'affaires algériens par la partie mauritanienne. «Cette rencontre intervient dans le cadre des préparatifs du Conseil d'affaires algéro-mauritanien prévu mercredi à Nouakchott pour définir les domaines de partenariat et de coopération ainsi que les

perspectives bilatérales», a-t-il ajouté. De son côté, l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie a estimé que cette rencontre avait permis de faciliter la communication et la coordination d'unifier les vues des hommes d'affaires algériens. La délégation algérienne devra effectuer une visite à Nouadhibou pour prendre connaissance des avantages offerts par cette ville économique mauritanienne jouissant d'une zone de libre-échange où se concentrent plusieurs activités économiques. L'exposition des produits algériens à Nouakchott a débuté dimanche avec la participation de 70 entreprises nationales représentant plusieurs secteurs économiques, dont l'industrie mécanique, l'électroménager et l'élec-

tronique, ainsi que les équipements médicaux et paramédicaux, les produits alimentaires, et les matériaux de construction, les services et produits de beauté. L'exposition comprend deux volets, le premier consacré à la présentation des produits algériens, alors que le deuxième est réservé aux rencontres entre opérateurs économiques et investisseurs algériens et leurs homologues mauritaniens. Des conférences et des rencontres bilatérales seront au programme durant les 7 jours de l'exposition, afin de faire connaître les potentialités économiques algériennes, dans le cadre de la consolidation de la coopération bilatérale.

Safia T./ agences

Constantine

Remise de clés de 700 logements en location-vente à Ali-Mendjeli

■ Les clés de 700 logements en location-vente de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-banque), réalisés à l'unité de voisinage 10 de la nouvelle ville Ali-Mendjeli de la wilaya de Constantine, ont été remises à leurs bénéficiaires, lors d'une cérémonie présidée par le wali, Kamel Abbas.



PH. > D. R.

Par Lydia O.

La cérémonie de distribution de ces habitations de type F3 et F4 a été organisée dans une ambiance festive, en présence des autorités locales, des familles concernées et a été suivie d'une visite d'inspection aux nouveaux logements qui dispo-

sent de toutes les commodités nécessaires pour une vie décente. Inscrite dans le cadre du programme du gouvernement, cette opération consiste à attribuer ce quota de logements avant le mois de ramadhan, a précisé le directeur régional de la CNEP-banque, Azzouz Mossiou, en marge de cette cérémonie organisée à l'occasion de la célébra-

tion de la Journée internationale du travail. Ce quota qui vise à renforcer le parc immobilier de la wilaya, fait partie d'un programme de 4 352 logements en location-vente, affecté au bénéfice de cette wilaya en 2006 et lancé en réalisation en 2008, conjointement avec l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a-t-il

expliqué. Le reste de ce quota, soit 3 652 habitations, est en voie de finalisation avec différents taux d'avancement des travaux, dont 850 unités seront réceptionnées à l'UV 1 d'ici à 3 mois, a ajouté le même responsable. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de 160 unités sur le nombre global, réservées à la nouvelle ville Massinissa, dans la commune d'El Khroub, avance également à un rythme jugé «appréciable», dépassant 80%, a-t-il fait savoir, soulignant que la réception de ce quota est tributaire du parachèvement des travaux de voirie et réseaux divers (VRD). Le programme de célébration de cette journée a consisté également en l'inauguration du nouveau siège de la délégation communale de Zouaghi-Slimane et au lancement de deux projets de mise à niveau de deux chemins communaux reliant la route nationale (RN) 20 et les mechtas de Boulegnafed, Bir Lekratas et celui entre la RN20 et les mechtas d'Ouled Mebarek et d'Ouled Djebnoute, situés dans la commune d'Ain Abid (sud-ouest de Constantine). Plusieurs aires de jeux installées dans les quartiers Daksi-Abdesselam et Sakiat Sidi Youcef (Constantine) et dans les

cités El Manar et des 1 013 logements dans la commune d'El Khroub (sud de Constantine), ont été mis en exploitation lors de cette journée marquée aussi par le lancement d'une opération de réhabilitation de 600 logements de la cité Filali, au chef-lieu de wilaya. A Constantine, la célébration du 1^{er} mai a donné lieu à la course annuelle des facteurs, organisée au centre-ville, outre le dépôt d'une gerbe de fleurs par les autorités officielles au Carré des martyrs au 7^e km en hommage aux chouchada de la Révolution.

L. O./APS

Réalisation du nouveau stade de Tizi Ouzou Les travaux connaissent une avancée considérable

LES TRAVAUX de réalisations du nouveau stade de Tizi Ouzou, d'une capacité de 50 000 places, connaissent une avancée considérable et son inauguration interviendra dans les délais prévus, a affirmé le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. Un suivi régulier du chantier est assuré par les services concernés pour maintenir une bonne cadence des travaux, a indiqué le ministre, lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou. «Nous comptons inaugurer la structure à la fin de l'année en cours. Il pourrait y avoir un petit décalage sur 2018 mais on ne risque pas de rallonger les délais», a-t-il assuré. M. Ould Ali a déclaré que ce grand projet ainsi que plusieurs autres réalisés dans le cadre des trois programmes quinquennaux permettront de développer les activités sportives et de jeunesse dans la région. Avec les 460 projets accordés à la wilaya pour une enveloppe de plus de 45 milliards de dinars, Tizi Ouzou sera capable d'organiser des compétitions nationales et internationales, s'est-il réjoui, lors de l'inauguration d'un stade en gazon synthétique à Ouaguenoun. Le ministre a également procédé au lancement d'autres structures comme la maison de jeunes de Tiirmitine, une salle polyvalente à Tamda, une auberge à Ain El Hammam ainsi que le projet d'une piscine de proximité à Larbaa Nath Iraten. Une cérémonie de recueillement a également été organisée à la mémoire des martyrs Abane Ramdane, Amar Ath Chikh et Aissat Idir.

R. R.

Tiaret

Production d'une semence de pomme de terre 100% algérienne

Le laboratoire d'amélioration et de production de semences de pomme de terre, relevant de l'Institut national algérien de recherche agricole de Sebbaine (Tiaret), a réussi à produire une nouvelle variété de semences de pomme de terre 100% algérienne, une première au niveau national, a annoncé à Tiaret son directeur. Cette variété de semences appelée «Oumnia» a été produite en partenariat avec l'Institut supérieur de pomme de terre de Lima (Pérou), a indiqué Ahmed Zebbar, en marge de l'exposition d'une pépinière de pomme de terre du laboratoire, organisée au chef-lieu de wilaya à l'occasion des festivités officielles de la Journée internationale des travailleurs, qui ont enregistré la présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale,

Mohamed El Ghazi, du ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi et du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Said. Cette nouvelle espèce de semences sera inscrite dans les prochains jours au guide national de pomme de terre du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a-t-il précisé. Se félicitant que la nouvelle variété du tubercule soit parmi les meilleures semences de pomme de terre sur la base d'une étude scientifique effectuée par le laboratoire, M. Zebbar a indiqué que cette nouvelle innovation du laboratoire permettra de réduire la facture d'importation et de couvrir les besoins nationaux en semences de pomme de terre à hauteur de 25%. Il a également signalé que le laboratoire avait obtenu

un brevet d'invention pour cette nouvelle variété réalisée par des agronomes exerçant au laboratoire, rappelant que le laboratoire fournit actuellement aux exploitations agricoles du pays, des quantités considérables de semences de pomme de terre dans le cadre du partenariat liant pour sept années avec des experts sud-coréens. L'exposition de la pépinière de pomme de terre du laboratoire d'amélioration et production de semences de pomme de terre de l'Institut national algérien de recherche agricole de la commune de Sebbaine a présenté la première variété des semences de pomme de terre algérienne, ainsi que des moyens techniques modernes utilisés dans la production de semences de ce tubercule, a-t-on constaté.

Hatem D.

El Tarf / Barrage de Boukhroufa

Le taux d'avancement des travaux estimé à plus de 45%

Les travaux de réalisation du barrage «Boukhroufa», daïra de Boutheldja, ont atteint un taux d'avancement de plus de 45%, a-t-on appris auprès des services des ressources en eau d'El Tarf. D'une capacité globale de 125 millions de m³, le rythme d'avancement des travaux de cet ouvrage hydraulique, destiné à assurer la protection d'une partie de la plaine d'El Tarf contre les inondations ainsi qu'à valoriser les ressources en eau et à participer

au développement économique et social de la région, est jugé «appréciable», a-t-on ajouté. Sa mise en eau (essais techniques) est prévue pour l'exercice 2018, ont détaillé les services d'El Tarf, précisant que le projet, a été confié à un groupe algéro-turc, pour un investissement public de plus de 7 milliards DA. Près de 10 000 emplois directs seront générés par ce barrage qui est appelé, au même titre que ceux de Boulathane et Bounamoussa

2, d'une capacité de 110 millions de m³, à répondre aux besoins exprimés dans ce domaine, a-t-on noté. Rappelant l'intérêt porté par l'état aux ouvrages hydrauliques en cours de construction dans la région, la même source a souligné que ce barrage, lancé en construction en 2013, a enregistré des retards dus aux contraintes rencontrées sur le terrain, notamment celles liées à l'approvisionnement en matériaux de construction. Destiné à

l'irrigation de 9 600 hectares de terres agricoles, le barrage de Boukhroufa, situé à 10 kilomètres de la daïra de Boutheldja et à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, sera réceptionné à l'horizon 2019, soit un délai de 54 mois, a-t-on par ailleurs indiqué, rappelant que la wilaya d'El Tarf dispose de trois barrages, Cheffia, Mexa et Bougos, totalisant une capacité de stockage de plus de 250 millions de m³.

F. A.



Processus politique pour l'autodétermination au Sahara occidental

La résolution du Conseil de sécurité, une «grande victoire»

■ Le coordinateur sahraoui avec la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), M'hamed Khedad, a affirmé que l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution portant prorogation du mandat de la Minurso et appelant à engager des négociations entre le Maroc et le Front Polisario sans conditions préalables, est une «grande victoire» pour la cause sahraouie, et remet sur les rails le processus politique garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Ph. : DR



Par Souad F.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'ambassade de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger, M. Khedad a indiqué que «l'adoption par le Conseil de sécurité, vendredi dernier, de la résolution 2351 (2017), montre qu'il y a une volonté de donner une nouvelle dynamique et un nouvel esprit pour résoudre le conflit bloqué par l'occupant marocain depuis mars 2012 et

qui refuse de poursuivre les négociations directes avec le front Polisario et relancer les pourparlers en vue de trouver une solution garantissant le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental». «Cette résolution remet sur les rails le processus politique qui a été bloqué par le Maroc depuis mars 2012. Le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité ont appelé à une nouvelle dynamique et un nouvel esprit dans les négociations», a déclaré M. Khedad. Selon le coordinateur, la

nomination d'un ex-président allemand qui «est d'un gros calibre» comme envoyé personnel du SG «démontre d'une bonne volonté de donner une nouvelle dynamique et une nouvelle force aux négociations mais aussi l'engagement ferme du Conseil de sécurité dans l'objectif de laisser le peuple sahraoui décider de son destin». M. Khedad, a, à cette occasion, affirmé la disposition du «Front Polisario à négocier avec le Maroc» sur la base politique du droit des Sahraouis à l'autodéter-

mination. «Oui, nous sommes pour la négociation avec le Maroc sur la base de l'autodétermination, mais pas sur la nature du conflit qui est purement coloniale», a-t-il dit.

Le diplomate sahraoui a fait savoir que la décision de l'ONU au sujet de la crise à Guerguerate vient confirmer encore une fois que la construction de la route reliant le Maroc à la Mauritanie, «constitue une violation des clauses du cessez-le-feu de 1991 et nous avons eu gain de cause parce que le Maroc ne les a pas respectées et par conséquent n'a pas pu achever cette construction illégale», et que la crise de Guerguerate a remis le dossier «dans le radar de l'ONU». «Les accords sont clairs, a-t-il dit, il ne faut pas qu'il y ait d'activités militaires ou civiles Guerguerate», affirmant que la présence aujourd'hui des Nations unies sur cette partie du territoire démontre que «ce n'est pas un territoire marocain, qu'il y a un réel problème, une contestation et que ces territoires qui restent à décoloniser figurent dans la liste de l'ONU». M. Khedad a soutenu que «la présence des Casques bleus aujourd'hui à Guerguerate est l'expression du reflet de la communauté internationale d'abdiquer et d'accepter le fait accompli colonial marocain».

Au Conseil de sécurité, poursuit-il, «les 15 pays membres s'accordent à dire qu'il faudrait qu'il y ait une révision et une analyse sur ce qu'a fait la Minurso depuis sa mise en place, et que tous les pays y compris la France et le Sénégal, alliés du Maroc,

ont affiché le même vœu de poursuivre le processus politique pour trouver une solution définitive au conflit». Selon la résolution, au paragraphe 3, la crise survenue récemment dans la zone d'El Guerguerate «suscite un nombre de problèmes et d'interrogations quant à l'accord de cessez-le-feu et aux conventions y afférentes, et la crise impose un règlement qui encourage le Secrétaire général de l'ONU à prendre toutes les initiatives nécessaires pour trouver une solution». M. Khedad a expliqué, en outre, que la France a essayé d'influencer des pays, mais n'a pas été suivie notamment par la Russie, l'Uruguay, la Bolivie et la Suède. En réponse à une question sur le rôle de l'Union africaine (UA) dans le suivi du processus politique et son implication, M. Khedad a assuré que l'UA est toujours présente et a toujours montré son intérêt, citant la dernière visite du président de la Commission de l'UA et du commissaire chargé pour la paix et la sécurité à New York avant les débats du Conseil de sécurité, durant laquelle il a été décidé dans un communiqué commun que le dossier du Sahara occidental doit être traité conjointement par l'UA et les Nations unies. Par ailleurs, il a fait observer que «l'administration américaine ainsi que le Conseil de sécurité ne veulent pas d'un cessez-le-feu éternel au Sahara occidental et ne sont plus capables de financer si la Minurso est incapable d'atteindre ses objectifs de missions de paix, tel que prévu par le Conseil de sécurité des Nations unies». S. F./APS

Tunisie

Moncef Marzouki élu président du parti «Tounes Al-Irada»

L'ancien président tunisien, Moncef Marzouki, a été élu président du parti «Tounes Al-Irada» pour trois années lors des travaux de clôture du congrès électoral du parti, a rapporté l'agence de presse TAP. «La candidature à la présidence du parti a été ouverte. Les congressistes ont toutefois proposé de procéder au vote au cours de l'assemblée générale. Ils ont voté unanimement en faveur de Moncef Marzouki, président du parti pour les 3 prochaines années», a déclaré la porte-parole du congrès, Lamia Khemiri. Les congressistes poursuivent, actuellement, l'élection des représentants des régions dans le nouveau comité politique qui sera formé de 65 membres dont des représentants des régions et du comité central. «Il a été décidé de maintenir le poste de secrétaire général», a précisé la porte-parole, soulignant que «le secrétariat général et le bureau exécutif seront issus du nouveau comité politique qui sera la plus haute autorité du parti». Le premier congrès électif du parti Tounes Al-Irada, qui se tient depuis samedi à Hammamet, a adopté au cours d'une séance qui s'est poursuivie tard dans la nuit de dimanche, les motions politiques de la gouvernance, de la décentralisation, de l'économie citoyenne et durable ainsi que le règlement intérieur.

Deux terroristes d'Al-Qaida tués lors d'une opération de police

Lors de l'assaut contre un groupuscule lié à AQMI à Sidi Bouzid, un djihadiste s'est fait exploser et un second a été tué avant d'avoir pu déclencher sa ceinture d'explosifs. Un djihadiste lié à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) s'est fait exploser et un autre a été tué par les forces de l'ordre lors d'une opération antiterroriste en Tunisie, a annoncé la Garde nationale. Il s'agit de «deux éléments terroristes» dont l'un, «probablement étranger», était un dirigeant de la phalange Okba Ibn Nafaa, en lien avec AQMI, a déclaré à l'AFP la porte-parole de la Garde nationale (gendarmérie), Khalifa Chibani. Un assaut a été lancé plus tôt dans la journée contre une maison à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, après «des semaines» de surveillance, a expliqué M. Chibani. «Les unités de la Garde nationale avaient capté des contacts entre la phalange Okba Ibn Nafaa et des personnes à l'intérieur de la ville de Sidi Bouzid». Pendant l'assaut, l'un des djihadistes «a été touché et s'est fait exploser», a-t-il poursuivi. L'autre portait également une ceinture d'explosifs, mais a été tué avant de pouvoir l'actionner, après un échange de tirs avec les forces de sécurité.

Halim O./Agences

Libye/ Pour la première fois depuis 2014

La production pétrolière dépasse les 760 000 b/j

LA PRODUCTION pétrolière libyenne a dépassé la barre des 760 000 barils par jour (bj) pour la première fois depuis 2014, selon un communiqué de la Compagnie nationale de pétrole (NOC). Selon la même source le président de la NOC, Moustafa Sanalla, a indiqué que «la production pétrolière a dépassé aujourd'hui, pour la première fois depuis 2014, la barre des 760 000 barils par jour». «La NOC est déterminée à accroître la production puisque c'est le seul moyen d'assurer une croissance des revenus de l'Etat et sauver ainsi l'économie nationale», a-t-il dit. La Cour des comptes a enregistré en 2016 un déficit record, «le plus bas de l'histoire moderne de la Libye», ajoute le communiqué. Fin 2014, des combats et des protestations avaient bloqué la majorité des champs et des terminaux pétroliers, des zones au cœur de luttes de pouvoir dans un pays qui dispose des plus grosses réserves pétrolières d'Afrique et où les exportations de brut représentent la principale ressource économique. Aucune goutte de pétrole n'avait pu sortir des principaux ports libyens jusqu'en septembre 2016 avec la réouverture du terminal de Ras Lanouf. «La fermeture des ports pétroliers a coûté plus de 130 milliards de dollars à la Libye», a indiqué la même source. Pour rappel, M. Sanalla a espéré, jeudi, voir la production de la NOC en hausse pour atteindre l'objectif d'une production nationale de 1,1 million b/j d'ici le mois d'août.

R. M.



Turquie

Erdogan menace de dire «au revoir» à l'UE

■ Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a menacé, hier, de dire «au revoir» à l'Union européenne si le processus d'adhésion n'était pas relancé peu après la mise en œuvre du premier volet d'une réforme constitutionnelle renforçant ses pouvoirs.

Par Rosa D.

«Vous n'avez d'autre choix que d'ouvrir les chapitres (de négociation d'adhésion) que vous n'avez pas ouverts», a déclaré M. Erdogan lors d'un discours à Ankara. «Si vous les ouvrez, très bien. Dans le cas contraire, au revoir», a-t-il lancé. Ces déclarations surviennent alors que les relations entre Ankara et Bruxelles, houleuses depuis le putsch manqué du 15 juillet en Turquie, se sont fortement tendues pendant la campagne pour le référendum constitutionnel sur le renforcement des pouvoirs de M. Erdogan. M. Erdogan a d'ailleurs adressé son message à l'UE lors d'un discours marquant sa réadmission dans les rangs du Parti

de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur), première disposition de la réforme constitutionnelle à être appliquée. La courte victoire de M. Erdogan lors du référendum sur cette réforme constitutionnelle et qui s'est tenu le 16 avril a été accueillie par le silence par les capitales européennes, inquiètes de la situation des droits de l'Homme en Turquie. Et son résultat est contesté par l'opposition turque qui dénonce des irrégularités. Le processus d'adhésion d'Ankara à l'UE est actuellement dans les limbes et des progrès semblent peu probables. Depuis le début officiel des pourparlers, en 2005, 16 chapitres sur 35 ont été ouverts, le dernier en juin 2016. Si l'Autriche réclame l'arrêt des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, les

responsables à Bruxelles appellent à ne pas rompre les liens avec Ankara, qui reste un important partenaire, notamment sur le dossier migratoire et dans la lutte antiterroriste. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, compte ainsi avoir une discussion avec le président turc lors d'un sommet de l'Otan le 25 mai à Bruxelles. «D'abord, vous devez vous occuper de ces chapitres, vous devez tenir vos promesses», a affirmé le président turc. «Après cela, nous nous assiérons à la table. Dans le cas contraire, nous n'avons plus rien à discuter avec vous». Le chef de l'État turc a plusieurs fois évoqué une possible consultation populaire afin de décider de poursuivre ou non le processus d'adhésion à l'UE. Il s'est également prononcé en faveur du rétablissement de la peine de mort en Turquie, une ligne rouge pour Bruxelles. La réintégration de M. Erdogan au sein de l'AKP lui permettra de briguer, lors d'un congrès extraordinaire le 21 mai, la direction du parti qu'il a cofondé en 2001 et qui domine depuis 15 ans la scène politique turque, remportant toutes les élections depuis 2002. M. Erdogan avait officiellement coupé ses liens avec l'AKP lorsqu'il a été élu président en août 2014, comme le prévoyait alors la Constitution, mais avait conservé une large influence sur le parti qu'il avait pris soin de truffier de fidèles. Les détracteurs de M. Erdogan critiquent une mesure qui met fin à l'impartialité du président, mais



PH. > D. R.

ce dernier rétorque que le fondateur de la République, Mustafa Kemal, était lui aussi à la tête de son parti lorsqu'il dirigeait la Turquie. Les liens organiques entre M. Erdogan et l'AKP sont si forts que le président turc, qui est père de deux fils et deux filles, a autrefois décrit le parti comme son «cinquième enfant». Lorsqu'il a été élu président, M. Erdogan avait remis les clés de l'AKP au Premier ministre d'alors Ahmet Davutoglu, puis à son successeur Binali Yildirim en 2016. En reprenant les rênes de la formation, M. Erdogan «compte contrôler (les) dissensions

pour ne pas perdre son pouvoir sur le parti», explique Samim Akgönül, politologue et enseignant à l'Université de Strasbourg (France). Le référendum sur la révision constitutionnelle renforçant les prérogatives du président a été remporté par le camp du oui à 51,41%. La révision constitutionnelle, dont la plupart des dispositions entrent en vigueur en 2019, prévoit la suppression de la fonction de Premier ministre au profit d'un hyperprésident qui pourra émettre des décrets et aura une main dans le domaine judiciaire.



Points chauds

Ralliement

Par Fouzia Mahmoudi

Ces derniers jours, les médias et les personnalités de la droite et de la gauche se sont focalisés assez négativement dans le cas de la presse qui accuse le président de Debout la France qui a rallié cette semaine Marine Le Pen en la soutenant comme candidate à la présidentielle, d'avoir renié ses principes et son engagement gaulliste. En ce qui concerne les personnalités politiques, les remarques contre Nicolas Dupont-Aignan furent bien plus brutales et même parfois insultantes. Au lendemain de cette annonce, la candidate frontiste a, en outre, fait savoir qu'elle nommerait Premier ministre, en cas de victoire, le président de Debout la France (DLF), arrivé sixième avec 4,7% des voix au premier tour de la présidentielle. Le candidat d'En Marche !, Emmanuel Macron, en déplacement dans la Vienne, a aussitôt épinglé la «combine» de Marine Le Pen avec Nicolas Dupont-Aignan, destinée, selon lui, à régler les «problèmes de crédibilité» de la candidate FN et de «financement» de son allié souverainiste. «Non, Monsieur Macron, tout ne s'achète pas !», a répondu l'intéressé dans un communiqué. «Mon parti reste indépendant. Aucun accord financier n'a été conclu avec le mouvement de Marine Le Pen», a-t-il assuré. «Les masques tombent», a réagi dans un communiqué le secrétaire général des Républicains, Bernard Accoyer, qui accuse M. Dupont-Aignan d'avoir «prétendu porter, pendant la campagne présidentielle, au nom des idées gaullistes, une candidature alternative à celle de François Fillon, contribuant ainsi à écarter notre candidat et notre famille politique du second tour». Et d'ajouter : «Un gaulliste ne peut se compromettre avec le FN, il en va de son honneur. Nicolas Dupont-Aignan vient de perdre le sien». «C'est une imposture», a tweeté le président du Sénat et du comité politique de LR, Gérard Larcher. Dans un tweet virulent, Dominique Bussereau a traité de «vrai collabo» Nicolas Dupont-Aignan, «soi-disant gaulliste mais en réalité pétainiste». La présidente du conseil régional d'Île-de-France, Valérie Pécresse, a quant à elle fustigé sur Twitter «l'honneur perdu» de Nicolas Dupont-Aignan. Jean-Christophe Lagarde a fustigé le ralliement «pitoyable» du souverainiste. «Mais ce qui est encore plus pitoyable, répugnant, révoltant, écœurant, c'est qu'il essaye de le faire au nom du général de Gaulle. Dans les fondateurs du Front national, autour de Jean-Marie Le Pen, il y avait des gens qui mettaient la main dans la rafle du Vél d'Hiv», a rappelé le président de l'Union des radicaux centristes, indépendants et démocrates (UDI). Si Dupont-Aignan réussit son pari de remporter avec sa nouvelle alliée la présidentielle il aura eut bien raison de franchir le Rubicon, par contre en cas, très probable, de victoire de Macron, il se sera fait beaucoup plus d'ennemis que ce petit candidat ne peut se le permettre, mettant d'ailleurs en danger son parti, qui a été déserté ces derniers jours par beaucoup de ses principales figures. F. M.

Irak

10 soldats tués dans une embuscade de l'EI dans l'ouest

Au moins dix soldats irakiens ont été tués hier dans une embuscade du groupe État islamique (EI) dans la province occidentale d'Al-Anbar, où les jihadistes multiplient les attaques contre les forces de sécurité depuis dix jours. Depuis le 23 avril, au moins 26 membres de l'armée, de la police et des gardes-frontières ont été tués dans cette région de l'ouest dont l'EI s'était emparé en 2014, selon des chiffres fournis à l'AFP par des responsables provinciaux. Le groupe ultraradical sunnite a depuis été chassé de ses principales villes, dont la capitale provinciale Ramadi et Fallouja en 2016, mais des jihadistes continuent d'y harceler les forces de sécurité. «Dix soldats ont été tués et six autres blessés dans l'attaque de Daech tôt ce matin près de la localité de Routba, à environ 390 km à l'ouest de

Baghdad», a indiqué à l'AFP un lieutenant colonel, en utilisant l'acronyme en arabe de l'EI. Un officier de la police et un responsable local ont confirmé le bilan de cette attaque, qui a visé la base de la 1ère division. Les jihadistes ont utilisé des roquettes et tiré aux mortiers avant de tenter de lancer l'assaut contre la base. Les affrontements ont duré deux heures, selon ces sources. La province désertique d'Al-Anbar est frontalière de la Syrie, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite. Routba est la dernière ville d'importance avant la frontière entre l'Irak et la Jordanie. Cette région a longtemps été un bastion des insurgés en Irak, notamment à l'époque de l'occupation américaine, et l'EI en contrôlait déjà une partie au moment de l'offensive qui lui avait permis de s'emparer de vastes pans du territoire irakien en juin 2014. Les

jihadistes disposent toujours de caches dans le désert d'Al-Anbar, près de la frontière syrienne. Selon un brigadier général de l'armée irakienne, l'EI contrôle environ 30% de cette province. D'après des responsables militaires, ces attaques de l'EI s'inscrivent dans une stratégie de diversion de la part du groupe jihadiste, qui tente de détourner l'attention des forces irakiennes du front de Mossoul pour soulager ses combattants assiégés. Les troupes gouvernementales, soutenues par la coalition internationale antijihadistes menée par Washington, ont lancé le 17 octobre une offensive sur la grande ville du nord du pays, qui est le dernier bastion urbain de l'EI en Irak. Les combattants de l'EI ne seraient plus que quelque centaines à Mossoul-Ouest, selon des sources militaires.



Spectacles de musique et de danse éthiopiennes

Le public bouiri émerveillé par la troupe Land of origins

■ Le public bouiri nombreux a pu découvrir lundi après-midi la richesse et la diversité culturelle, notamment de musique et de danse éthiopiennes à travers de beaux spectacles exécutés par la troupe Land of origins à la maison de la culture Ali-Zaâmour de la ville de Bouira.

Par Adéla S.

En séjour en Algérie depuis le 28 avril dans le cadre de la saison culturelle éthiopienne en Algérie, la troupe Land of origins a réussi à subjugué un

Edition
Le HCA et Tira Editions publient deux nouveaux titres

DEUX NOUVEAUX titres traitant de la culture amazighe viennent de paraître en co-édition entre le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) et Tira Editions, a annoncé un communiqué du HCA.

Le premier ouvrage intitulé «Manuel d'apprentissage du touareg» (Adlisfus i ulmad n tmacheght) est l'œuvre de Yacine Zidane, inspecteur de tamazight. Quant au deuxième, il s'agit d'un «Dictionnaire de l'agriculture en Kabylie» (Asegzawal n't-fellaht n-teqbaylit), signé par Mohand Ouremtane Ighit.

H. Y.

public nombreux notamment les jeunes qui ont beaucoup applaudi leur musique et danse puisées de leur vieux et riche patrimoine culturel.

Composée d'une quinzaine de jeunes dont quatre femmes, et créée depuis 50 ans, la troupe Land of origins est spécialisée dans la musique et la danse typique et ancestrale d'Ethiopie, a indiqué à l'APS le chef du groupe Tewodros Denbew.

Notre présence à Bouira s'inscrit dans le cadre d'un échange culturel entre nos deux pays et



dans le cadre de la visite de notre ministre de la culture et de tourisme en Algérie, a ajouté M. Denbew, précisant que cet échange a pour objectif de ren-

forcer l'amitié et visites culturelles entre les peuples éthiopien et algérien. Spécialisée également dans le théâtre, la troupe Land of origins s'est

produite pour la première fois à Bouira, et ce plus d'un mois après le spectacle exécuté par groupe sud africain Marimba vibration. A. S./APS

Historien, islamologue

Décès du penseur tunisien Mohamed Talbi

L'Historien et penseur tunisien Mohamed Talbi est décédé dans la nuit de dimanche à lundi, à l'âge de 96 ans dans son domicile à Tunis, a annoncé l'agence de presse tunisienne (TAP).

Né en 1921 à Tunis, Mohamed Talbi, historien, islamologue, professeur émérite qui a consacré son œuvre au dialogue entre les religions et les cultures, était également agrégé d'arabe et docteur en histoire. Le défunt est considéré comme un des fondateurs de l'université

tunisienne moderne.

Premier doyen de la Faculté des lettres de Tunis, ce «grand intellectuel» est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages et de centaines d'articles, essentiellement en arabe et en français, qui lui ont valu de nombreuses distinctions.

Ce penseur à la fois réformiste et controversé, est connu pour ses idées révolutionnaires qui remettent en question certaines théories sur la pratique de la religion chez les musulmans.

Il est l'auteur de nombreux

ouvrages et articles sur l'Islam, qui ont irrigué la réflexion sur le discours religieux à travers une lecture critique de l'histoire, de la théologie et de la spiritualité.

Parmi ses écrits, «Islam en dialogue» (1970), «Universalité du Coran» (2002) et «Penseur libre en Islam» (2013), entre autres.

Mohamed Talbi a été dans les années 1980 à la tête de la com-

mission nationale pour la culture avant de rejoindre en 1995 le Conseil national des libertés en Tunisie.

Le président tunisien, Béji Caid Essebsi, a salué dans un message la mémoire du «penseur libre, réformateur audacieux et militant national pour la liberté et les valeurs humaines».

Racim C.

Riadh El Feth

Sellal visite le 3^e Salon de la créativité

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a visité lundi le 3^e Salon de créativité, qui se tient à l'esplanade de Riadh El Feth à Alger. Accompagné du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, M. Sellal a fait le tour des différents stands de ce salon, placé cette année sous le slogan «Pour un monde meilleur, créons, innovons», où il a échangé des propos avec les participants.

Organisée par l'Office national des droits d'auteur (ONDA), cette manifestation à laquelle participent une centaine d'exposants entre éditeurs, artisans et créateurs dans différents domaines, maisons d'édition, musées et artistes, se déroule du 27 avril au 3 mai. Au programme de ce Salon, des soirées artistiques animées par une pléiade d'artistes et de groupes musicaux, ainsi que des spectacles pour enfants et la projection de films.

G. H.

Cannes, un festival de palmes

Welles et Visconti, des «hommes de culture qui auraient pu faire autre chose que du cinéma»

«Othello» d'Orson Welles reçoit la palme d'or en 1952 et, en 1963, «Le Guépard» de Luchino Visconti est sacré à Cannes : deux films classiques inspirés de la littérature. Orson Welles en 1952 (gauche) et Luchino Visconti à Cannes en 1963 (droite). Entre le cinéma et la littérature, c'est une longue histoire qui passe par le festival de Cannes. En 1952, Orson Welles obtient la palme d'or pour Othello (ex aequo avec Renato Castellani, pour «Deux sous d'es-

poir) d'après le classique de Shakespeare. En 1963, c'est Le Guépard, de Luchino Visconti, qui est sacré. Le film est une adaptation du roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Autre classique. «On est en présence, tant Orson Welles que Luchino Visconti, d'hommes de culture, de gens qui auraient pu faire autre chose que du cinéma», indique Thierry Frémaux, délégué général du festival de Cannes, au micro franceinfo de Thierry Fiorile. On sait que

Visconti, fils de grand bourgeois, voit sa vie complètement bouleversée par le travail commun qu'il fait comme assistant de Jean Renoir. De son côté, «Orson Welles, fan de Shakespeare depuis toujours, aurait pu rester tout à fait sur le théâtre. Ils ont choisi le cinéma et ils ont apporté quelque chose de très singulier, de très très souvent imité et jamais véritablement égalé. Même Visconti a atteint-là une sorte de sommet qu'il aura, lui-même, bien du mal à dépas-

ser». De «La Grande bouffe» à «Ken Loach», en passant par les grands moments du cinéma italien, les films audacieux et les années à scandale, chaque jour, en attendant la cérémonie d'ouverture du 70^e festival de Cannes, franceinfo raconte ces palmes qui ont marqué l'histoire du festival avec son délégué général, Thierry Frémaux, et Thierry Fiorile, spécialiste du cinéma à franceinfo. Chacun des 35 épisodes s'articule autour d'une thématique. L. F.

Rendez-vous culturels

Opéra d'Alger
Du 23 avril au 22 mai
L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'Ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée National du Bardo, Galerie des Ateliers Bouffée d'Art
Jusqu'au 6 mai :
Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aïdoud.
Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.



Coup-franc direct

Ne pas se tromper

Par Mahfoud M.

L'équipe de Zetchi semble être décidée à éviter les erreurs du passé et ne pas tomber dans le piège de la programmation des dernières années. En effet, il faut savoir que chaque fin de saison était devenue un véritable casse-tête pour les institutions qui gèrent les championnats, surtout qu'il y a toujours à redire pour les clubs qui descendent ou qui montent ou ceux qui jouent le championnat. La FAF sait qu'il faudra être ferme cette fois-ci pour éviter ces erreurs qui font que certains clubs sont favorisés aux dépens d'autres. Ils entendent bien réguler tout cela avec une programmation élaborée après une sérieuse étude pour une marge d'erreur assez courte. La fédération a-t-elle retenu les leçons des erreurs des autres ? Il faut l'espérer et ne pas se tromper. Il y va de l'avenir de notre football national qui est à chaque fois décrié et se retrouve dans une situation lamentable. Le champion est parfois désigné dans les coulisses, comme l'affirment certains acteurs de la balle ronde nationale qui appellent à faire preuve de plus de poigne pour éviter tout arrangement, redonner confiance à tout le monde et revitaliser notre football qui peine à se développer.

M. M.

Basket-ball / Super-Division A (Mise à jour - Gr. B)

Le NB Staouéli l'emporte

LE NB Staouéli s'est imposé devant le RC Constantine sur le score de 93 à 78, en match comptant pour la mise à jour du calendrier du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division A (messieurs) groupe B, disputé lundi à Staouéli (Alger). A la faveur de ce succès, le NB Staouéli (14 points) revient à deux points du RC Constantine qui occupe conjointement avec l'US Sérif la 3^e place

Lutte/Championnat d'Afrique

La sélection rafle 36 médailles

LES SÉLECTIONS algériennes de lutte (cadets, juniors, seniors et féminine) ont décroché 36 médailles (14 or, 15 argent et 7 bronze), à l'issue de la cinquième et dernière journée des championnats d'Afrique qui ont pris fin dimanche soir à Marrakech au Maroc. Dans la catégorie des seniors (lutte libre, gréco-romaine et féminine), les sélections algériennes ont terminé la compétition avec 14 médailles (3 or, 5 argent et 6 de bronze). Chez les cadets

du classement du groupe B. Cette rencontre qui devait avoir lieu le 8 avril dernier à Constantine, ne s'est pas déroulée en raison de la défection de l'appareil des 24 secondes, d'où sa reprogrammation à Staouéli, selon les règlements en vigueur de la compétition. La 11^e journée de la Super-Division «A» est prévue mardi prochain (9 mai), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline.

(garçons et filles), les lutteurs algériens se sont distingués de fort belle manière en décrochant 10 médailles (6 or et 4 argent). Dans la catégorie des juniors (garçons et filles), les Algériens se sont illustrés en remportant 12 médailles (5 or, 6 argent et 1 bronze). L'Algérie a pris part à ce rendez-vous africain avec 35 athlètes dans les catégories (cadets, juniors et seniors) ainsi que six athlètes représentant la lutte féminine.

Course de moto cross sur sable «Enduro»

Les clubs algérois haut la main

LES CLUB algérois ont dominé les épreuves de la course de moto cross sur sable «Enduro», disputées lundi sur la plage des Hammadites à Tichy (Béjaïa), avec la participation de 21 pilotes sur trois catégories (MX 1, MX2, Open). Le club du MCAC Alger a remporté les courses de MX2 et Open, alors que celui d'El Achour s'est adjugé le trophée du MX1. Le président du MCAC Alger, Abdelkrim Daoui, s'est félicité des résultats

obtenus par ses pilotes qui ont occupé les premières places des courses de MX 2 et Open. «Ces résultats sont le fruit de la stratégie adoptée par notre club. Cette compétition a regroupé les meilleures clubs algériens de moto cross permettant aux spectateurs d'assister à une course de qualité», a déclaré Daoui. De son côté, le directeur de la course Abdelkader Meddad, a regretté le forfait de quelques pilotes à la dernière minute.

Ligue 1 Mobilis de football

La FAF se penche sur la programmation

■ Le nouveau bureau fédéral semble décidé à en finir avec cette question de programmation qui revient à chaque saison, puisqu'il vient d'opter pour la création d'une cellule de réflexion pour élaborer le prochain calendrier de fin de saison.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que la programmation a été catastrophique cette saison surtout en ces derniers mois, avec cet arrêt de plus de deux mois, pour épurer tous les matchs en retard, ce qui a handicapé les clubs qui se sont trouvés dans une situation compliquée, étant dans l'obligation de refaire toute la préparation. Ainsi, cette cellule veillera à faire respecter l'éthique lors des prochaines journées de championnat pour éviter tout dérapage, surtout avec certaines déclarations de présidents qui pensent que cette fin de saison sera entachée encore une fois d'irrégularités.

Le championnat reprendra ses droits samedi et dimanche prochains avec le déroulement de la 25^e journée. Le secrétaire général de la Ligue de football professionnel (LFP), Faouzi



Zetchi souhaite assainir la situation

Guellil, a proposé un calendrier avec la programmation d'au moins une journée de championnat durant le mois sacré de ramadhan «afin de préserver la santé des joueurs vu que certains clubs ne disposent pas d'éclairage dans leurs stades». Par ailleurs, le secrétaire général de la LFP a déploré l'absence de volonté de la part de la majorité des clubs concernant leur situation vis-à-vis de la Caisse nationale des assurances sociales

des travailleurs salariés (Cnas) puisque trois clubs seulement sont à jour. Le Bureau fédéral s'est dit décidé à assainir une fois pour toutes la situation des clubs vis-à-vis de la Cnas. A cet effet, une réunion CNAS-FAF-LFP aura lieu bientôt pour trouver une solution à ce problème qui dure depuis plusieurs années. Le Bureau fédéral est prêt à retenir l'argent des clubs (droits télé notamment) pour payer la Cnas.

M. M.

Ligue 2 Mobilis

La dernière journée aura lieu le 13 mai

La 30^e et dernière journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football se jouera le samedi 13 mai, a annoncé lundi la Fédération algérienne (FAF). Si dans le haut du tableau le suspense a pris fin samedi dernier avec l'accession en Ligue 1 de

l'USM Blida et de l'US Biskra qui rejoignent ainsi le Paradou AC qui avait assuré sa montée au terme de la 25^e journée, le maintien se jouera jusqu'à la dernière minute. Pour la rétrogradation en Division nationale amateur, il faut attendre cette ultime journée

pour connaître l'équipe qui accompagnera l'AS Khroub et le RC Arbaâ en DNA. Le CRB Aïn Fekroun (13^e, 33 pts) et le WA Boufarik (14^e, 32 pts) vont livrer ainsi une lutte à distance pour éviter la relégation.

Championnat qatari de football

Benchikha intéresse Al-Arabi SC

La formation qatarie d'Al-Arabi SC (Div. 1 de football) est intéressé par les services de l'entraîneur algérien Abdelhak Benchikha qui vient de quitter à l'amiable son poste à l'IR Tanger (Div.1 marocaine de football), rapporte lundi la presse locale. Le technicien algérien, convoité par les deux clubs marocains de Nahdate Barkan et Moghreb

Tétouan, pourrait être tenté par une nouvelle expérience au Qatar pour remplacer le Brésilien Edison Aguirre. Benchikha avait déjà exercé au Qatar avec l'équipe d'Umm Salal SC (2005-2006). Il a quitté la formation de Tanger après l'élimination en 16^e de finale bis de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) face aux Guinéens de

Horoya Conakry (aller 0-2, retour 0-2). Abdelhak Benchikha avait rejoint l'IRT en juin 2015 en provenance du Raja Casablanca. L'ancien sélectionneur nationale (53 ans) avait également dirigé le Difaâ El Hassani d'El Jadida, avec lequel il avait remporté la coupe du trône lors de la saison 2012/2013, en battant le Raja de Casablanca.

Tournoi de l'UNAF (U19)/ 3^e et dernière journée

L'EN, tenue en échec par la Libye (2-2), termine à la 3^e place

La sélection algérienne de football des moins de 19 ans (U-19) a fait match nul lundi face à son homologue libyenne (2-2), lors de la troisième et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) disputé à Soussse (Tunisie). Lors des deux premiers matchs, les Algériens se

sont inclinés d'entrée face au Maroc (2-1) avant de s'imposer face à la Tunisie (1-0). A l'issue de ce résultat, l'Algérie termine à la 3^e place au classement dominé par la Tunisie, vainqueur du tournoi après sa victoire face au Maroc (1-0). La compétition s'est déroulée sous forme de mini-championnat, avec deux

matchs par journée, le premier classé a remporté le titre. L'objectif de l'équipe algérienne des U-19, dirigée lors de ce tournoi de l'UNAF par Abdelkrim Benaouda, directeur technique régional de Saïda, est la qualification à la CAN des U20 qui aura lieu en 2019.

Naples FC

De Laurentis transférera Ghoulam hors d'Italie

Le président de Naples (Serie A italien de football), Aurelio de Laurentis, veut transférer le défenseur international algérien Faouzi Ghoulam vers un club non italien, en dépit d'un contact officiel avec l'AC Milan, rapporte lundi le site de la RAI. «Napoli a proposé un salaire annuel de 1.8 million d'euros à Ghoulam qui préfère plutôt s'en aller pour gagner encore

plus. De Laurentis a laissé entendre qu'il voulait transférer le joueur hors d'Italie, même s'il existe un contact avec les Milanais», a affirmé le journaliste sportif de la RAI, Ciro Venerato.

Après plusieurs rounds de négociations, Ghoulam, dont le contrat avec Naples expire en 2018, va en toute vraisemblance quitter Naples qu'il avait

rejoint en janvier 2014 pour un contrat de quatre ans et demi en provenance de l'AS Saint-Etienne (France). «Les dirigeants de Naples pourront changer d'avis dans le cas où leurs homologues du Milan accepteraient un échange avec Mattia De Sciglio. La Juventus de Turin et le Real Madrid sont également intéressés par Ghoulam», a-t-il ajouté. Le club du sud de

l'Italie songerait à Ricardo Rodriguez (24 ans/VfL Wolfsburg) et à Alejandro Grimaldo (21 ans/Benfica Lisbonne) pour remplacer Ghoulam. Titulaire indiscutable au Napoli depuis maintenant trois années, Ghoulam s'est imposé comme l'un des meilleurs de Série A au poste d'arrière gauche.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Secteur public industriel

Les prix à la production tirés à la hausse

L'ÉVOLUTION des prix à la production industrielle du secteur public national sortie d'usine et vendue sur le marché intérieur a été à la hausse durant l'année écoulée. Les chiffres que rapporte l'Office national des statistiques (ONS), dans un communiqué rendu public hier, le confirment. Selon l'Office national des statistiques (ONS), les prix à la production industrielle, hors hydrocarbures, du secteur public national ont enregistré une évolution moyenne annuelle de 4,3% en 2016 par rapport à 2015, avec une hausse des industries chimiques et les industries sidérurgiques. Trimestriellement, ces prix ont augmenté de 0,6% au 4^e trimestre 2016 par rapport au 3^e trimestre de la même année, et de 3,1% par rapport au 4^e trimestre 2015, précise la même source. Par secteur industriel, il est constaté qu'après une relative stagnation notée au 3^e trimestre 2016, les industries chimiques ont vu leurs prix sensiblement augmenter au 4^e trimestre 2016 de l'ordre de 0,9%. L'ONS cite, à titre d'exemple, les prix à la production de la fabrication de peintures qui ont grimpé de 16,6% au dernier trimestre de l'année 2016. Pour les industries des bois et papier, les prix à la production ont diminué de 0,9% au 3^e trimestre 2016 pour croître de 0,8% au trimestre suivant. Dans cette catégorie d'industrie, les prix dans la branche menuiserie générale en bois ont reculé de 1,5% au 3^e trimestre avant de partir à la hausse au 4^e trimestre 2016 en inscrivant un taux de 1,4%. Concernant les industries

sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE), leurs prix ont évolué modérément de 0,1% au 4^e trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent. Par contre, les prix à la production du secteur de l'énergie se sont caractérisés par une baisse, quoique modérée, de 0,2% au 4^e trimestre après une hausse de 0,8% au 3^e trimestre 2016. Cette tendance baissière a aussi été enregistrée pour les prix à la production dans le secteur des mines et carrières, avec un taux de 12,4% au 3^e trimestre 2016 et de 1,6% au 4^e trimestre 2016. D'autre part, les prix des autres activités industrielles du secteur public, à savoir celles des textile et confection, cuirs et chaussures ainsi que du caoutchouc et plastiques, sont restés plus ou moins stables entre les deux périodes de comparaison. Pour rappel, le secteur public industriel en Algérie compte 390 filiales (relevant de 12 groupes) et entreprises réparties en 11 secteurs et 50 branches d'activités. L'enquête de l'ONS intègre l'ensemble de ces entreprises avec les 213 produits inscrits à la nomenclature nationale des produits et activités industrielles. Il est utile de noter que l'indice des prix à la production industrielle du secteur public national (hors hydrocarbures) mesure l'évolution des prix des produits à la sortie d'usine commercialisés sur le marché intérieur tandis que les produits destinés à l'exportation ne sont pas pris en considération.

Louiza Ait Ramdane

Transport

Mise en service d'un deuxième train sur la ligne Oran-Béchar

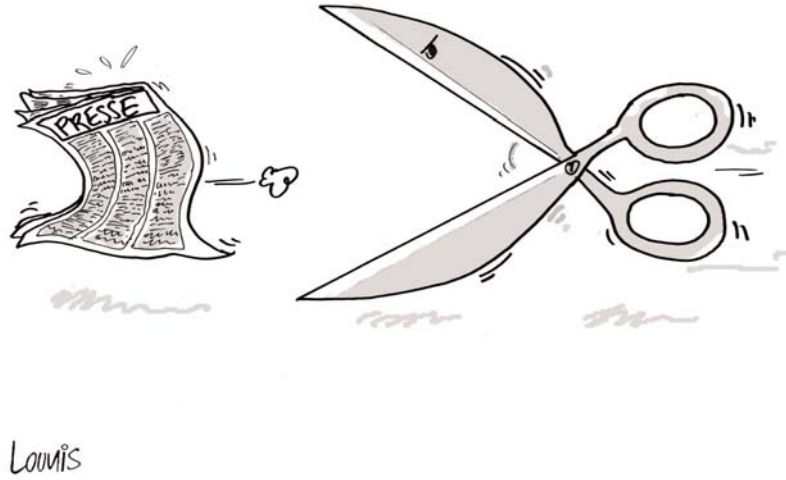
UN DEUXIÈME train de voyageurs mis en service sur la ligne Oran-Béchar-Oran, avec des voitures réhabilitées en places assises et couchettes, est arrivé hier matin à la gare de Béchar comme prévu par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

Ce nouveau train, qui dispose de toutes les commodités requises pour des voyages ferroviaires de longs trajets, tels que les 700 km séparant les villes d'Oran et Béchar, a une capacité de 269 sièges, dont 36 sièges en première classe couchette, en plus d'un wagon-restaurant de 38 places, ont indiqué des responsables de la SNTF.

La mise en service de ce deuxième train de nuit soulagera énormément les voyageurs de cette ligne très prisée par les habitants du sud-ouest du pays, et viendra renforcer le transport ferroviaire dans la région, a-t-on souligné. Comme annoncé récemment par la SNTF, ce deuxième train de nuit sur la ligne Béchar-Oran, aura les mêmes gares d'arrêt que le train déjà existant. Les départs d'Oran sur ce train sont fixés aux samedis, lundis et mercredis à 22h40 (arrivée à Béchar à 8h15), alors que les départs de Béchar ont été fixés aux dimanches, mardis et jeudis à 22h00 (arrivée à Oran à 7h25). Un aménagement horaire de l'ancien train a été programmé à compter du 1^{er} mai, a fait savoir la même source. Il est programmé au départ d'Oran à partir de 19h40 (au lieu de 20h30 actuellement) et de Béchar à 19h00 (au lieu de 20h00). Dans ce nouveau train Oran-Béchar-Oran il est fait interdiction de fumer aux passagers, au titre des actions de lutte contre le tabagisme et la protection de la santé et de la sécurité des voyageurs, ont fait savoir les représentants de la SNTF.

Ali T.

Journée mondiale de la liberté de la presse



Djalou@hotmail.com

Après la libération du petit Salim Mahdad

La DGSN appelle au renforcement du «comportement citoyen»

■ La nouvelle de la libération du petit Salim Mahdad dimanche dernier s'est répandue telle une traînée de poudre, tant sur les médias que sur la toile, faisant la joie de ses parents mais aussi de l'ensemble de la société algérienne plusieurs fois mise à l'épreuve par ce phénomène de rapt d'enfant qui récidive en dépit de loi répressive votée.

Par Linda N.

Kidnappé jeudi dernier, le petit Salim, écolier de son état, a été libéré après quatre jours de captivité dans une maison en construction au village Icherdhouène de la commune voisine Ath Douala, à moins d'une dizaine de kilomètres de son village Ath Anane. Sa libération par les éléments de la sûreté de daïra d'Ath Douala, s'est faite après une forte mobilisation de toute population de la région qui pour le moins que l'on puisse dire était sous le choc, qui avec l'appui de la Gendarmerie locale ont entamé les recherches immédiatement après l'annonce de la disparition du petit Salim. Des recherches au cours desquelles des citoyens ayant entendu résonner les cris du petit garçon ont aussitôt prévenu les services de sécurité qui ont réussi à le délivrer des mains assassines de son ravisseur qui a été au final arrêté

et présenté devant le procureur général de la cour de justice de Tizi Ouzou. A cette heureuse fin, la DGSN, qualifiant d'exemplaire «le comportement citoyen de la population» d'Ath Anane qui a fortement contribué à la libération du petit Salim, lance un appel aux Algériens pour adop-

ter cette attitude citoyenne consistant à collaborer avec les services de sécurité en transmettant toute information susceptible de les aider «à résoudre des affaires criminelles telles que celle de l'enlèvement du petit Salim Mahdad».

L. N.

Contrebande à Biskra

Arrestation de 4 personnes et saisie d'armes et de munitions

QUATRE personnes ont été arrêtées dimanche à Biskra par des détachements de l'Armée nationale populaire, qui ont saisi des armes et une quantité de munitions, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté à Biskra, le 30 avril 2017, quatre

personnes et saisi un pistolet automatique, trois fusils traditionnels, une quantité de munitions et 3,5 kilogrammes de poudre noire», précise la même source. A Tlemcen et Tébessa, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi des quantités de kif traitées s'élevant à 283 kilogrammes, tandis que 10 608 unités de différentes boissons ont été saisies à Oran, Tlemcen et Biskra», selon la source. R. T.

Tizi Ouzou

Démantèlement d'un réseau national de trafic d'armes à feu

UN RÉSEAU national de trafic d'armes à feu vient d'être démantelé à Tizi Ouzou, a indiqué, hier, la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans un communiqué. Composé de 4 individus, âgés de 27 à 51 ans, originaires de Tébessa et Khenchela, le réseau a été démantelé par les éléments de la sûreté de la daïra de Ouaguenoune (10 km à l'est de Tizi Ouzou) suite à un travail de recherche et d'investigation, a précisé la même source. Trois membres de ce réseau ont été interpellés en flagrant délit à hauteur de la route menant à Boghni (35 km au sud de Tizi Ouzou), alors que le quatrième, identifié comme étant la tête pensante, a été arrêté à Khenchela après extension de compétence, toujours selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Les policiers ont saisi, après démantèlement de ce réseau, 8 fusils de chasse. Présentés devant le tribunal territorialement compétent de Tigzirt dimanche dernier, ils ont été placés sous mandat de dépôt pour «constitution d'un réseau national de trafic d'armes à feu, détention et transport d'armes à feu de 5^e catégorie, sans autorisation, commercialisation, et usage d'un véhicule automobile».

Hamid M.